

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
**PRÉFECTURE DU BAS-RHIN**

PE

CM → MAF  
207

DIRECTION DES ACTIONS  
DE L'ETAT

Bureau de l'Environnement et  
des Espaces Naturels

**ARRETE PREFECTORAL**

autorisant la Société Alsacienne de Broyage et de Conditionnement - A.B.C. -  
à exploiter les activités de broyage et conditionnement de métaux ferreux et non-ferreux à  
STRASBOURG

LE PREFET DE LA REGION ALSACE  
PREFET DU BAS-RHIN

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée ;
- VU l'arrêté ministériel du 1er mars 1993 relatif notamment aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées ;
- VU la demande formulée par la Société Alsacienne de Broyage et de Conditionnement - A.B.C. - en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter les activités de broyage et conditionnement de métaux ferreux et non-ferreux à STRASBOURG - 3a, route du Rohrschollen ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement en date du 14 juin 1996 ;
- VU l'avis du conseil départemental d'hygiène émis dans sa séance du 4 juillet 1996 ;
- APRES communication à la Société Alsacienne de Broyage et de Conditionnement - A.B.C. - du projet d'arrêté statuant sur la demande ;

.../...

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;

ARRETE

**Article 1er :**

Il est pris acte de la déclaration partielle de reprise des activités de la Société Européenne de Ferrailles et Mâchefers (S.E.F.M.) effectuée par la **Société Alsacienne de Broyage et de Conditionnement A.B.C.**, 3a route du Rohrschollen - 67100 STRASBOURG en date du 5 juin 1996.

**Article 2 :**

La **Société Alsacienne de Broyage et de Conditionnement A.B.C.** reprendra les activités visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées (précédemment visées dans l'arrêté du 3 janvier 1994 de la Société Européennes de Ferrailles et Mâchefers sise 4, route du Rohrschollen) :

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité	Unité
Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW	2515 ancienne- ment 89ter-1°	A	1 250	kW
Traitement de déchets provenant d'installations classées : - déchets industriels banals	167-C	A	20 000	t/an
Stockage et activités de récupération de déchets de métaux et alliages de résidus métalliques, d'objets en métal. La surface utilisée étant supérieure à 50 m <sup>2</sup>	286	A		m <sup>2</sup>

### **Article 3 :**

Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de reprise partielle d'activité déposé le 5 juin 1996.

### **Article 4 : Mise en service**

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été mises en service dans le délai de trois ans, ou n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure (article 24 du décret du 21 septembre 1977).

### **Article 5 : Accident – Incident**

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 devra être déclaré dans les plus brefs délais à l'inspecteur des installations classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

- L'exploitant fournira à l'inspecteur des installations classées, sous quinze jours un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en oeuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

### **Article 6 : Modification – Extension**

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

### **Article 7 : Abandon de l'exploitation**

En cas d'arrêt définitif des installations, l'exploitant notifiera au Préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant celui-ci ; cette notification devra être accompagnée des pièces visées à l'article 34.1.III du décret du 21 septembre 1977.

## **TITRE I – PRESCRIPTIONS GENERALES**

### **Article 8 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

#### **8.1. Principes généraux**

L'émission dans l'atmosphère de fumées, de buées, de suies, de poussières ou de gaz ne devra pas incommoder le voisinage, nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et au caractère des sites.

Cette disposition est applicable aux effluents gazeux captés dans les ateliers, aux buées, fumées et autres émanations nuisibles ou malodorantes.

Les systèmes de captation devront être conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz, vapeurs, vésicules et particules émis par rapport au débit d'aspiration.

Les effluents ainsi aspirés devront être traités au moyen des meilleures technologies disponibles (laveurs, dépoussiéreurs, dévésiculeurs, filtres...). Le cas échéant des systèmes séparatifs de captation et de traitement seront réalisés pour empêcher le mélange de produits incompatibles.

## **8.2. Conduits d'évacuation**

Les conduits d'évacuation des rejets à l'atmosphère des installations de combustion seront dimensionnés en hauteur et en section conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 juin 1975 modifié et de l'arrêté du 27 juin 1990.

Leur forme, notamment dans la partie la plus proche du débouché devra être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents. Il est en particulier interdit d'installer des chapeaux ou des dispositifs équivalents au-dessus du débouché à l'atmosphère des cheminées.

Les conduits d'évacuation des installations émettant des poussières fixes seront dimensionnés conformément aux dispositions de l'arrêté du 1er mars 1993 (article 52 à 57).

## **8.3. Conditions de rejet**

Les rejets atmosphériques des installations susceptibles d'émettre des poussières (broyeurs, ...) devront présenter au maximum les caractéristiques suivantes :

- concentration : 50 mg/m<sup>3</sup>
- flux horaire : 1,5 kg/h
- flux annuel : 5 t/an.

## **Article 9 : PREVENTION CONTRE LE BRUIT ET LES VIBRATIONS**

### **9.1. Principes généraux**

Les installations devront être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement, et les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées lui sont applicables.

## 9.2. Insonorisation des engins de chantier

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier les engins de chantier seront d'un type homologué, au titre du décret du 18 avril 1969.

## 9.3. Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## 9.4. Niveaux acoustiques

Les niveaux limites admissibles de bruit ne devront pas excéder du fait de l'établissement les seuils fixés dans le tableau ci-dessous.

EMPLACEMENT	NIVEAUX LIMITES ADMISSIBLES DE BRUITS en dB(A)		
	jour 6h30 – 21h30	(Nuit 21h30 – 6h30) dimanches et jours fériés	
en limite de propriété, aux 4 angles du terrain	70	60	

Les bruits émis par l'installation ne doivent pas être d'une émergence supérieure à 5 dB (A) pour la période de jour et de 3 dB (A) pour la période de nuit et les dimanches et jours fériés, l'émergence étant définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt et mesurée selon les dispositions de l'instruction du 20 août 1985.

## Article 10 : PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

### 10.1. Prélèvements d'eau

L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspecteur des installations classées l'état de ses consommations annuelles d'eau. Il devra rechercher par tous les moyens économiques acceptables et notamment à l'occasion de remplacement de matériel à diminuer au maximum la consommation d'eau de son établissement. Toutes les installations de prélèvement d'eau seront munies de compteurs volumétriques agréés.

Afin d'éviter tout phénomène de pollution du réseau public de distribution d'eau potable, le réseau d'eau industrielle sera distinct du réseau d'eau potable et son branchement sur le réseau d'alimentation sera muni d'un disconnecteur.

## **10.2. Collecte des effluents liquides**

Toutes dispositions seront prises pour éviter la dilution et pour conserver à l'état le plus concentré possible les divers effluents issus des installations afin d'en faciliter le traitement et si besoin, les prélever à la source pour permettre des traitements spécifiques.

Le réseau de collecte des effluents liquides devra être de type séparatif. Un plan du réseau d'égouts faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement, les points de rejet sera établi, régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les ouvrages de rejet devront être en nombre aussi limité que possible et aménagés de manière à réduire au maximum la perturbation apportée au milieu récepteur.

## **10.3. Aménagements pour prévenir les pollutions accidentelles**

### **10.3.1. Egouts et canalisations**

Les ouvrages de collecte et les réseaux d'évacuation des eaux polluées ou susceptibles de l'être devront être étanches. Leur tracé devra en permettre le curage ou la visite en cas de besoin. En aucun cas ces ouvrages ne devront contenir des canalisations de transport de fluides dangereux ou être en relation directe ou indirecte avec celles-ci.

Les canalisations de transport de fluides dangereux seront étanches. Elles seront placées dans la mesure du possible dans des endroits visibles et accessibles.

Les matériaux utilisés pour la réalisation et le dimensionnement de ces aménagements devront en permettre une bonne conservation dans le temps pour résister aux agressions mécaniques, physiques, chimiques... .

### **10.3.2. Capacités de rétention**

Toute unité (réservoirs, fûts, bidons, bouteilles..) susceptible de contenir des liquides inflammables, toxiques ou nocifs pour le milieu naturel devra être associée à une capacité de rétention étanche dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient associé,
- 50 % de la capacité globale des récipients associés.

Les cuvettes de rétention seront conçues pour résister à la poussée et à l'action corrosive des liquides éventuellement répandus. Lorsqu'elles sont associées à des stockages de liquides inflammables, elles devront présenter une stabilité au feu de degré 4 heures.

Elles seront correctement entretenues et débarrassées des eaux météoriques pouvant les encombrer. Elles ne comporteront aucun moyen de vidange par simple gravité dans les égouts ou le milieu récepteur.

#### **10.4. Conditions de rejet des effluents produits par l'établissement**

##### **10.4.1. Dispositions générales**

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas de fonctionnement normal ou anormal des installations, de rejets directs ou indirects de liquides dangereux ou insalubres susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et des réseaux d'assainissement, de dégager en égouts, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

Tout rejet d'eau de quelque nature que ce soit dans des puits perdus est interdit.

##### **10.4.2. Réglementation applicable**

A défaut d'autres prescriptions du présent arrêté, les rejets des installations seront soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1er Mars 1993 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

##### **10.4.3. Eaux pluviales**

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées : eaux de ruissellement des aires de stationnement, de chargement, des toitures) transiteront par des débourbeurs-déshuileurs avant rejet dans la Darse IV. Leur rejet sera être arrêté par une vanne.

Les eaux avant rejet présenteront les caractéristiques suivantes :

- matières en suspension totales : < 100 mg/l
- hydrocarbures totaux : < 10 mg/l

##### **10.4.4. Eaux sanitaires**

Les eaux sanitaires seront évacuées dans le réseau de la Communauté Urbaine de Strasbourg.

##### **10.4.5. Eaux industrielles et eaux polluées**

Conformément à la convention signée entre l'exploitant et le gestionnaire du réseau public d'assainissement, les effluents (débit maximum journalier : 100 m<sup>3</sup>) devront respecter les normes suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5
- température inférieure à 30°C
- matières en suspension totales inférieures à 100 mg/l
- DBO<sub>5</sub> sur effluent non décanté inférieure à 100 mg/l

- DCO sur effluent non décanté inférieure à 300 mg/l
- hydrocarbures totaux < 10 mg/l.

L'émissaire des eaux industrielles sera muni d'une vanne d'arrêt pour éviter tout déversement massif de produits en cas de pollution accidentelle ou d'incendie.

#### **10.4.6. Piézomètres**

Un réseau de piézomètres amont-aval sera mis en place dans un délai de 3 mois, après avis d'un bureau d'études spécialisé en hydrogéologie. Ce réseau pourra être commun à la Société A.B.C. et à la S.E.F.M. Il comprendra au moins un piézomètre au niveau de la limite entre les deux sociétés.

### **Article 11 : PROTECTION CONTRE L'INCENDIE**

**11.1.** La protection générale contre l'incendie sera assurée par 1 poteau d'incendie diamètre 100 mm en bordure de la route du Rohrschollen et un réseau de 3 robinets d'incendie armés.

**11.2.** Toutes dispositions matérielles seront prises pour assurer l'accès au contre-canal ou à la darse en vue de mettre en place deux moto-pompes en cas de nécessité.

**11.3.** La rétention des eaux d'incendie sera réalisée sur l'ensemble de la surface étanchéifiée de l'établissement par obturation des réseaux d'assainissement (eaux pluviales et eaux usées).

**11.4.** Des extincteurs homologués adaptés aux risques et régulièrement entretenus par une société spécialisée seront implantés en tant que de besoin.

Le personnel de l'établissement sera formé au maniement des extincteurs lors des exercices bi-annuels.

### **Article 12 : CONTROLES**

#### **12.1. Principes généraux**

D'une manière générale, tous les rejets et émissions devront faire l'objet de contrôles périodiques ou continus par le permissionnaire indépendamment de ceux inopinés ou non, que l'inspection des installations classées pourra demander. Ces contrôles devront permettre le suivi du fonctionnement des installations et la surveillance de leurs effets sur l'environnement.

Les frais engendrés par l'ensemble de ces contrôles seront à la charge du permissionnaire.



## **12.2. Contrôle des rejets atmosphériques**

Les conduits et cheminées d'évacuation des rejets atmosphériques seront équipés de dispositifs de dispositifs obturables et commodément accessibles permettant le prélèvement en discontinu et dans des conditions conformes aux normes françaises en vigueur, d'échantillons destinés à l'analyse. Ces contrôles seront réalisés annuellement et porteront sur les concentrations et flux en poussières émises.

## **12.3. Contrôle des rejets d'eaux résiduaires**

Les ouvrages de rejets d'eaux résiduaires seront équipés de dispositifs permettant l'exécution dans de bonnes conditions du contrôle des rejets. Les échantillons qui seront prélevés proportionnellement aux débits sont destinés d'une part aux autocontrôles que réalise le permissionnaire et d'autre part aux contrôles exercés par l'inspection des installations classées et par le service chargé de la police des eaux (resp. la collectivité gestionnaire du réseau public d'assainissement). Les modalités de conservation des échantillons seront établies en accord avec ces services dans l'exercice des missions qui leur incombent.

Le permissionnaire est tenu également de permettre l'accès, à toute époque, à ces dispositifs aux agents de ce service.

Il pourra être procédé, par les agents de ces services, de façon inopinée, à des prélèvements dans les effluents et dans les eaux réceptrices, et à leur analyse par un laboratoire agréé, à la charge de l'exploitant. Le nombre des contrôles à sa charge sera toutefois limité à quatre par an, sauf dans le cas où les prescriptions techniques imposées par le présent arrêté ne seraient pas respectées.

L'exploitant réalisera, sur les échantillons qui lui sont propres, les déterminations suivantes :

- matières en suspension
  - hydrocarbures
- tous les trimestres.

## **12.4. Contrôle des émissions de bruit**

Un contrôle de la situation acoustique sera effectué dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

## **12.5. Transmission des résultats**

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, dans le premier mois de chaque trimestre le récapitulatif des différents contrôles prévus précédemment dans son établissement.

De plus, il adressera les résultats des contrôles des rejets d'eau, au Service chargé de la police des eaux (resp. à la collectivité gestionnaire du réseau d'assainissement).

Les résultats de tous ces contrôles seront commentés en particulier les phases d'éventuels dépassements seront analysées dans le but de définir les mesures à prendre pour y remédier.

### **12.6. Contrôle de la nappe phréatique**

Des analyses périodiques seront effectuées sur les piézomètres.

Un prélèvement et une analyse de référence seront effectués sur l'ensemble des points lors de l'implantation du réseau.

La périodicité et les paramètres à analyser découleront de l'avis de l'hydrogéologue prévu par l'article 10.4.6. ci-dessus.

Une modification des paramètres d'analyses (fréquence, type, produits particuliers,...) pourra être demandée par l'inspection des installations classées en fonction des résultats obtenus.

## **TITRE II - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

### **Article 13 : *INSTALLATIONS DE BROYAGE DE DECHETS INDUSTRIELS BANALS ET DE FERS ET METAUX***

#### **13.1. Capacité de traitement**

La capacité de traitement sera de 20 000 t/an

L'installation de broyage, concassage, criblage aura une puissance électrique de 1 250 kW.

#### **13.2. Produits traités**

Les produits traités sur le site seront constitués par :

- les déchets de métaux ferreux et non ferreux, à l'exclusion des copeaux ou tournures métalliques huileuses ou non et de carcasses de véhicules automobiles entières ;
- les déchets exclusivement métalliques provenant de centres de tri ou de déchetteries ;
- les métaux et bois provenant des DIB triés par la S.E.F.M.

#### **13.3. Dispositions constructives**

**13.3.1.** Le centre sera entouré d'une clôture en béton surmontée d'un grillage ; les portails seront fermés en dehors des heures de fonctionnement du centre.

**13.3.2.** L'ensemble du terrain sera recouvert d'un revêtement étanche ; la partie du terrain recevant les mâchefers sera constituée d'une dalle en béton.

**13.3.3.** Les matériels vibrants seront implantés de manière à ne pas gêner le voisinage.

### **13.4. Dispositions d'exploitation**

13.4.1. Les déchets bruts et broyés en périphérie du broyeur seront stockés dans un hall fermé.

13.4.2. Avant tout broyage, les fluides frigorigènes seront extraits des appareils de réfrigération ; ils seront stockés en conteneurs fermés placés sur cuvette de rétention avant élimination dans un centre de traitement agréé.

13.4.3. Il sera tenu un registre d'entrée et de sortie des déchets. Le registre de sortie différenciera les sous-produits valorisés, les sous-produits ou déchets amenés à l'UIOM et les déchets amenés en centres de destruction spécialisés ou en décharges ultimes.

Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

13.4.4. Des brumisateurs ou autres dispositifs appropriés seront mis en place pour éviter les envols de poussières.

13.4.5. Les déchets spéciaux générés par le centre (boues de décantation, écrémats des deshuileurs,...) ou triés en faibles quantités lors de l'arrivée des DIB seront éliminés en centres spécialisés.

13.4.6. Toutes dispositions seront prises pour éviter l'envol de papiers ou matières légères dans les propriétés voisines, la Darse ou la route.

13.4.7. Tout brûlage à l'air libre sera interdit.

13.4.8. Tout lavage de bennes sera interdit.

13.4.9. Toutes dispositions seront prises pour éviter la prolifération des rats et autres animaux nuisibles.

#### **Article 14 :**

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet si l'installation classée n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

#### **Article 15 :**

Le permissionnaire ne pourra procéder à l'extension, au transfert ou à la transformation notable de son établissement sans une nouvelle autorisation.

.../...

**Article 16 :**

Il devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter, dans les délais prescrits, toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée en vue de la protection de l'environnement.

**Article 17 :**

En cas de vente de l'établissement comportant cession de la présente autorisation, avis devra en être donné à l'administration préfectorale dans un délai d'un mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

**Article 18 :**

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de STRASBOURG et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré, aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

**Article 19 :**

Toute contravention persistante aux dispositions qui précèdent sera déférée aux tribunaux et pourra, en outre, entraîner la fermeture de l'établissement autorisé.

**Article 20 :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

.../...

**Article 21 :**

M. le secrétaire général de la préfecture,  
le maire de la ville de STRASBOURG,  
les inspecteurs des installations classées auprès du directeur régional de l'industrie, de la  
recherche et de l'environnement

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera  
notifiée à la Société Alsacienne de Broyage et de Conditionnement A.B.C.

Strasbourg, le 4 SEP. 1996

Pour ampliation  
P. le Secrétaire Général,  
l'Agent Administratif,  
  
Catherine MARTIN-RIZZO



LE PREFET  
P. le Préfet  
le secrétaire général,

  
Pierre GUINOT-DELERY

Délai et voie de recours

(Article 14 de la loi n° 76-663  
du 19 juillet 1976 relative aux  
installations classées pour la  
protection de l'environnement).  
La présente décision ne peut être  
déférée qu'au tribunal administratif.  
Le délai de recours est de deux mois  
pour le demandeur ou l'exploitant.  
Le délai commence à courir du jour  
où la présente décision a été notifiée.